

Commune de Soisy Sur Seine

Dans le cadre du GRAND DÉBAT NATIONAL

Soirée 5 : « Les sujets choisis par les Soiséens(nes) » 21/02/2019

- Organisateur : Jean-Baptiste ROUSSEAU (Maire de Soisy Sur Seine).
Agissant en qualité qu'animateur non intervenant.
- Présents : environ 50 personnes présentes

Préambule :

Vous trouverez dans les lignes qui suivent un *verbatim* des échanges et interventions relevés au cours de ce débat. Bien qu'effectuée dans un souci d'exactitude et de neutralité, cette retranscription ne saurait être exhaustive et pourra parfois, afin de faciliter la lecture, utiliser des termes légèrement différents de ceux prononcés. Si vous constatez que votre intervention n'a pas été correctement retranscrite, n'hésitez pas à nous contacter à l'adresse suivante : jedonnemonavis@soisysurseine.fr (objet : « Grand débat national », en précisant le débat concerné)

À noter :

- Les interventions des élus ou des membres des associations directement impliqués dans le débat sont précédées du titre de l'intervenant.
 - Chaque tiret signale un intervenant différent.
 - NDR signifie « Note Du Rédacteur »
-

Introduction (animateur) :

M. le Maire rappelle tout d'abord le cadre du débat ainsi que les engagements du Président de la République.

M. le Maire propose ensuite à l'auditoire de poser les sujets de leur choix.

Interventions

Sujet 1) L'Accueil des enfants handicapés dans les écoles

- Il existe un vrai problème d'accueil pour les enfants et les parents. Le gouvernement fait des efforts sur les handicaps visibles, mais il existe aussi des handicaps invisibles (trouble de l'apprentissage par exemple) qui posent de grandes difficultés pour les enfants à l'école. Il

est difficile pour les enseignants d'accueillir ces enfants. En moyenne, il faut 3 ans d'attente pour faire un bilan pour un enfant. Il y a un manque de moyens.

- On manque de moyens mais les moyens ont été détruits. C'est une question délicate qui ne peut pas être réglée sur le mode de la générosité : il faut donner à ces enfants les moyens survivre et de se construire. On a diminué les moyens en médico-social...

- Dans beaucoup de classe, des enfants sont mis à la marge car ils ne suivent pas le rythme : c'est une sorte de handicap. Le plus rapide devrait aider le plus lent.

- L'éducation pour tous fait aussi partie de la citoyenneté.

(NDR : après accord de l'auditoire, M. le Maire répond sur la présence d'enfants handicapés à Soisy depuis 2005 et évoque une expérience humaine unique dans des classes. M. le Maire évoque le fait qu'il est difficile d'avoir des assistants(e)s de vie scolaire AVS).

- Il faut redéfinir le statut des AVS en France.

Sujet 2) Éducation nationale et décentralisation

- La structure "Oui j'me lance" réalise des interventions auprès des écoles et fait un constat : l'Éducation Nationale n'est pas libre de recevoir des intervenants extérieurs qui ne sont pas validés. Il n'y a pas de projets possibles s'il n'y a pas de validation venue d'en haut. il n'y a pas d'éducation en matière de développement personnel. Il faudrait faire de la psycho-éducation. Il faut que les jeunes sachent d'abord ce qu'ils sont avant de savoir ce qu'ils veulent faire.

3) Orientation scolaire

- Je suis titulaire d'un BAC +5 en biologie. 2 000 personnes sortent par an avec une thèse en biologie mais il n'y a que 4 postes. On n'oriente pas vers les métiers qui recrutent (informatique par exemple)... Mieux accompagner les élèves en regard des besoins de la société au moment T.

- On oriente jeunes vers métiers pas valorisés et pas bien payés.

- Il est indispensable que les enfants aient confiance en eux pour choisir un métier. Les filières professionnelles sont dévalorisées dans l'opinion publique. Les conseillers d'orientation doivent valoriser ces métiers.

- Il est important qu'un élève étudie ce qu'il a envie d'étudier. IL reste possible de se réorienter lorsqu'on a un certain niveau d'étude.

- L'Éducation Nationale a fait beaucoup d'efforts pour l'orientation ces dernières années. Mais c'est souvent fait trop tôt pour les enfants, ils n'entendent pas.

- Les efforts de l'Éducation Nationale ne sont pas faits au bon endroit.

- Dans beaucoup de pays, on va travailler après le BAC puis on reprend des études. On étudie tout au long de sa vie.

Sujet 4) La démocratie participative et représentative, les modes de scrutins, le vote blanc, le nombre de parlementaires, la représentation, la mobilisation des jeunes...

- La démocratie représentative est le mode de scrutin actuel (2 tours) : on a souvent un vote de rejet au 2^e tour. Il faut trouver un mode plus consensuel et résoudre le problème du vote blanc qui dit qu'aucun candidat ne plaît. Voir une étude CNRS sur les différentes méthodes de vote (valeurs/classement/élimination successives...).

- Les invisibles ne sont pas représentés, y compris à l'Assemblée Nationale. On pourrait élire une partie des élus à la proportionnelle et imposer une représentation de toutes CSP de la société.

- Il faut du temps si l'on veut modifier les choses car il faut changer la constitution. Le temps est trop long entre les élections. Il faut créer des commissions citoyennes de personnes tirées au sort et rétribuées pour réfléchir sur les sujets fondamentaux. Ces commissions pourraient proposer des sujets à l'Assemblée Nationale pour vote.

- Il existe des diplômes pour chaque métier. A contrario, les députés sont justes élus et la fonction demande beaucoup de travail, des capacités : il faut professionnaliser ce "métier".

- 619 000 élus en France. 1 pour 104 habitants. En Irlande, il y a 1 élu pour 2 136 personnes. Source d'économie et dilution des pouvoirs...

- La constitution se traduit par un Président élu avec 20 % mais qui dispose de tous les pouvoirs mais sans contre-pouvoir. Les problèmes actuels sont nés de ce dévoiement des partis et des représentants. L'organisation de la V^e République a été mise en place en période de crise, elle éjecte le citoyen de la vie politique

- On n'a pas d'attrance pour aucun parti car ce sont souvent discours d'opportunités. Les enjeux et les solutions sont transversaux.

5) Le rôle et la place des syndicats dans la société française ?

- Il faut limiter le nombre de mandats (idem députés ou autre...) et mieux protéger syndicalistes dans boîtes privées.

- Rôle essentiel mais très difficile actuellement, surtout dans les secteurs privés : il n'y a pas de liberté de s'exprimer sans risque pour sa carrière. C'est pourtant indispensable pour la démocratie.
- Les syndicats doivent représenter ceux qui sont proches du terrain. les patrons ne sont pas toujours contre les syndicats. C'est le syndrome Français, on est toujours dans l'opposition.
- les syndicats sont peu représentatifs car ils exigent une adhésion, ont un coût... ce n'est pas pareil ailleurs. Être syndiqué offre des avantages ailleurs. Il faut revoir la définition et le rôle des syndicats, il faut mener une réflexion collective.
- L'image est trop revendicative, pas assez participative.
- Il faut passer par la revendication pour faire avancer un problème qui se pose.
- Ordonnances Macron (CSE...). Actuellement, les syndicats sont des chambres d'enregistrement. C'est de l'unilatéralisme...
- Toutes les structures doivent présenter des bilans comptables, pas les syndicats.

6) Pouvoir d'achat actifs/retraités

- C'est ce qui a fait descendre gens dans la rue et il n'y a pas de changement. Il faut une hausse générale des salaires, ne pas saupoudrer en fonction des catégories... Penser au problème de chômage chez les plus de 50 ans... Il y a des inégalités entre étudiants riches et pauvres. il faut donner davantage de bourses aux étudiants pauvres.
- Les inégalités augmentent en France.
- Quid du revenu universel ?
- Le revenu universel n'est pas coloré politiquement. Il permettrait de supprimer et/ou de plafonner toutes les aides sociales parallèles.
- OK mais le budget de l'État doit suivre. Quel est le coût ? Il devra être dans la durée.

Sujet 7) L'évasion fiscale et la fiscalité locale

- Des milliards s'échappent. L'ISF devait favoriser l'investissement. Il y a 3 300 milliards d'actions statiques : le fonctionnement général est à revoir.
- La bourse devrait séparer des actionnaires à long terme (investisseurs) et à court terme (spéculateurs). Il faut taxer les mouvements plus que les investissements.

- Taxes habitation / taxe foncière de Soisy : + 28 %, soit + 20 % si on intègre le coût de la vie. Impossible à comprendre. Si on paye, on doit savoir pourquoi. Je propose une exonération des investissements dans les sociétés Françaises.

- Quid de la compensation de la suppression de la taxe d'habitation ? *(NDR : M. le Maire répond qu'elle devrait être compensée à l'euro près cette année mais on ne sait pas comment compensation va évoluer dans l'avenir).*

Sujet 8) La sécurité routière

- Sur le problème des 80 km/h sur les nationales : OK pour que les décisions soient prises au niveau local, avec une vitesse plus élevée ou libre lorsque possible. Problème du positionnement des radars et de l'état des routes.

- On regarde plus souvent son compteur que la route. Il faut homogénéiser la vitesse. Pénaliser le comportement plus que la vitesse.

- La sécurité routière ne doit pas se limiter à la vitesse ou à l'alcoolémie. Ce n'est pas une bonne idée que de renvoyer à des arbitrages locaux (département) : la vitesse fait partie du Code de la route.

- La sécurité routière est liée à la fluidité routière, aux responsabilités du citoyen.

- Peu de personnes respectent les limitations. Il faut augmenter les contrôles de drogue, d'alcool, de téléphone au volant...

- Paris : couloirs vélos à contresens.

- La sécurité routière à l'école est importante. OK pour la conduite accompagnée OK.

9) Risque dépendance

- Prise en charge universelle par l'État.

- C'est problème difficile, le personnel n'est pas formé.

- Il faudrait un service public de la dépendance, financer par une augmentation des impôts.

- Il faudrait une taxe CASA pour financer la dépendance.

10) Évasion cerveaux et technologies

- Il faut rétablir l'ISF et basculer les recettes vers la Banque Publique d'Investissement

- La recherche est peu reconnue en France, peu rémunératrice comparée aux USA. La suppression des contrats courts pénalise lourdement la recherche.
- Les médecins en hôpitaux partent à l'étranger ou deviennent libéraux car ils sont trop peu considérés.
- L'État vend des sous-marins à l'étranger mais il n'y a pas d'emplois en France.

Conclusion

- Il existe une forte demande de participation des citoyens.
- Il faut donner la possibilité aux parlementaires de poser des questions qui viennent du terrain sans passer par filtre de son groupe politique (idem dans l'autre sens).
- L'idée du Grand Débat est intéressante, merci à la commune.